

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 16 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP
LIEU-DIT VILLE VERTE
30900 NIMES

Références : 2025-07-333
Code AIOT : 0006605737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP implanté LIEU-DIT VILLE VERTE 30900 NIMES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP
- LIEU-DIT VILLE VERTE 30900 NIMES
- Code AIOT : 0006605737 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'extraction de roche calcaire. La carrière des Antiquailles est autorisée par arrêté préfectoral du 15/12/2016 modifié, pour une durée de 15 ans. Il s'agit de créer un bassin écrêteur de crue pour préserver la ville de Nîmes des inondations en cas d'épisode cévenol. L'exploitation est réalisée en coordination avec les travaux de réalisation des cadereaux d'arrivée des eaux pluviales.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.4	/	Demande d'action corrective	2 Mois
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.6	/	Demande d'action corrective	2 Mois
15	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fourniture d'un porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Aménagement des points de rejet	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 2	/	Levée de mise en demeure
3	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4	/	
4	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.6	Demande d'action corrective	
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.3	Demande d'action corrective	

6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.4	Demande d'action corrective	
7	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.1	/	
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.2	/	
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.3	/	
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.5	/	
14	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.2	/	
16	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	
17	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2025-004-DREAL du 13/01/2025, portant mise en demeure, sont proposées d'être levées.

Concernant les faibles quantités de déchets générés par les activités de la carrière, l'inspection admet que ces déchets soient transférés - par catégories (ferraille, bois, emballages souillés, etc) - sur l'ICPE exploitée par LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, dans des bennes dédiées, en vue de leur regroupement puis de leur valorisation / élimination dans des filières dédiées. Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'ICPE sise à La Calmette / Dions et l'ICPE carrière des Antiquailles constituent deux sites distincts qui doivent respecter chacun leurs propres prescriptions applicables.

L'inspection souligne le délai inacceptable de réparation de la station météorologique implantée sur site et demande une meilleure réactivité à l'avenir de la part de l'exploitant.


Le site est bien entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fourniture d'un porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative - Fourniture d'un porter à connaissance
Prescription contrôlée : Le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP est mis en demeure de régulariser les modifications apportées aux installations classées, en ce qui concernent l'alimentation en eau du site, le devenir du forage et les usages sanitaires, utilisés au lieu-dit Ville Verte sur le territoire de la commune de Nîmes, par la fourniture d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Un Porter A Connaissance (PAC) relatif à la régularisation de l'alimentation en eau de la carrière dite des Antiquailles, avec approvisionnement en eau en provenance de l'ICPE exploitée par LAFARGE GRANULATS au lieu-dit Fontaine des Mourgues sur le territoire des communes de La Calmette et Dions, a été déposé par l'exploitant le 29/04/2025 en Préfecture du Gard. Ce PAC a fait l'objet d'un accusé réception en date du 5/05/2025. Il est actuellement en cours d'instruction. Il convient de préciser que la situation administrative du forage Fpe est régularisée ; cet ouvrage est conservé exclusivement en tant que piézomètre, conformément aux prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté n°16-190N du 15/12/2016 modifié qui prescrit un suivi du niveau d'eau sur cet ouvrage. Cette prescription étant considérée respectée par la fourniture du Porter A Connaissance déposé le 29/04/2025, il est proposé au Préfet du Gard de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 2025-004-DREAL du 13/01/2025.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Aménagement des points de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques - Aménagement des points de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP est mis en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Ville Verte sur le territoire de la commune de Nîmes, aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016, sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p><u>Article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016</u></p> <p><i>Il n'y a pas de rejet d'eau sur le site. Les eaux issues d'un usage sanitaire sont stockées et traitées comme des eaux usées par une société spécialisée.</i></p> <p><i>Le rejet d'eaux dans la nappe souterraine direct ou indirect est interdit.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié in situ la mise en place d'une fosse fermée toutes eaux de 3 m3 en sortie d'évacuation du bungalow affecté au personnel. Cette fosse recueille les eaux savonneuses issues d'un usage sanitaire (évier). Cette fosse fermée avec capteur de niveau a été installée le 3/01/2025 par la sté CABRIT BTP (30). Le capteur de niveau est relié à un bouton témoin présent dans ledit bungalow. Il convient de préciser qu'aucune vidange de cette fosse n'a pour l'instant été réalisée. Le cas échéant, le prestataire sélectionné est la SARP MEDITERRANEE.</p> <p>Cette prescription de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15/12/1996 modifié étant considérée respectée, il est proposé au Préfet du Gard de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 2025-004-DREAL du 13/01/2025.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4

Thème(s) : Situation administrative - Consistance des installations classées

Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R 512-32 du code de l'environnement. Cette connexité s'applique à la base vie.

Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :

- Tonnages moyens annuels à extraire : 600 000 t
- Tonnages maximums annuels à extraire : 750 000 t
- Superficie de l'emprise ICPE : 8 ha 61 a 63 ca
- Superficie de l'emprise exploitée : 7 ha 51 a 41 ca
- Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : roche calcaire
- Modalités d'extraction : 2 pelles, une chargeuse à pneus, 1 à 2 tombereaux articulés, 1 bull, 1 foreuse pour la réalisation des trous de minage. En fosse (dent creuse)
- Côte minimale de fond de fouille : 85 mètres NGF

Une installation de prétraitement dédiée au criblage-scalpage, ponctuellement associée à 1 ou 2 concasseurs, dont la puissance totale pour cet ensemble est inférieure à 900 kW.

Le traitement des matériaux est réalisé sur l'emprise de l'installation de traitement sise sur les communes de La Calmette et de Dions (30), respectivement aux lieux-dits Fontaine des Mourgues et Chauvel, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 92-032N du 27 mai 1992 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 15-019N du 4 mai 2015.

Les matériaux de découverte générés par l'exploitation sont pour partie utilisés pour le réaménagement des zones exploitées conformément au phasage de l'exploitation, à la création de merlons acoustiques et de protections, dans le cadre des mesures d'atténuation et de réduction des impacts.

Les matériaux de découverte excédentaires sont stockés à proximité de l'installation de traitement, dans des zones réservées à cet effet.

Constats :

Au titre de l'année 2024, 124 500 m3 soit 311 200 tonnes brut d'abattage ont été extraits (d#2,5).

L'inspection relève que, ces dernières années, les tonnages annuels extraits sont significativement inférieurs à ceux autorisés, ce qui génère un retard dans le deuxième phasage quinquennal d'exploitation (T0+10 ans - annexe VII) . L'exploitant rappelle que le contexte économique actuel conduit à une baisse générale de l'activité du marché de la construction, les quantités demandées et donc extraites étant moindres. Il précise qu'en conséquence un porter à connaissance sera prochainement transmis au Préfet afin de solliciter une prolongation de 2 ans de la durée d'exploitation ; seront notamment actualisés les plans de phasage d'exploitation et ceux relatifs aux garanties financières.

L'inspection a pu vérifier le respect de la côte minimale de fond de fouille et des limites des installations classées ICPE sur le plan topographique daté du 18/12/2024 : 105,43 m NGF en fond de fouille vs 85 m NGF autorisés.

L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description :

- présence d'1 pelle sur site + 1 autre lors des opérations de réaménagement, 1 chargeuse à pneus, aucun tombereau, aucun bull, 1 foreuse sachant que les opérations de minage sont sous-traitées à EPC France, 1 installation mobile de pré traitement sous-traitée lors des campagnes annuelles de fabrication de graves ;
- environ 98% du brut d'abattage est directement chargé dans des camions à destination de l'ICPE exploitée par LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de son traitement ;
- environ 2% sont stockés in situ et font l'objet d'une campagne annuelle pour la fabrication de graves ;
- les matériaux de découverte générés par l'exploitation sont pour partie utilisés pour le réaménagement des zones

exploitées ou la création de merlons acoustiques et de protection dans le cadre des mesures d'atténuation et de réduction des impacts, côté Est Sud-Est de la carrière. Les matériaux excédentaires sont stockés en zone périphérique, au Nord du site ;


- le réaménagement est définitif côté Est de la carrière.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels - Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.</p> <p>.../...</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté sur site l'absence d'équipements abandonnés. Il subsiste néanmoins des tapis pour la pelle, stockés temporairement, ainsi que des grilles qui doivent être récupérées par le sous-traitant.</p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les ferrailles - au vu des faibles volumes - ont été transférées dans la benne à ferraille au sein de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur évacuation dans une filière dûment autorisée ;- les palettes et bois - au vu des faibles volumes - ont été transférées dans la benne dédiée au sein de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur évacuation dans une filière dûment autorisée ;- les emballages souillés (chiffons, cartouches de graisse, etc) - au vu des faibles volumes - ont été transférées dans la benne dédiée de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur évacuation dans une filière dûment autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Au vu des faibles volumes de déchets (ferrailles, bois, emballages souillés, etc), il est admis leur évacuation vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées.</p> <p>Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites.</p> <p>Cette demande est reprise dans la fiche de constats n°11 du présent rapport.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques - Suivis qualitatifs et quantitatifs des eaux souterraines</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • Type de suites qui avaient été actées : Avec suites • Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • Date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les suivis qualitatifs de l'aquifère sous-jacent à l'emprise de l'exploitation sont assurés par 2 piézomètres respectivement baptisés Pz1 et Pz2.</p> <p>Par un écoulement Nord-Sud pour cet aquifère, l'emplacement de ces piézomètres est représentatif d'une surveillance amont-aval de l'exploitation.</p> <p>Avec une fréquence trimestrielle, l'exploitant est tenu de réaliser les analyses suivantes : pH - température - conductivité - turbidité - hydrocarbures totaux - nitrates - nitrites - ammonium. Tout décalage entre les résultats d'analyses caractérisant une évolution défavorable de la qualité des eaux entre Pz1 et Pz2 doit être porté à l'attention de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par un usage du forage d'alimentation en eau à des fins sanitaires (douches, robinets), avec une fréquence semestrielle, l'exploitant est tenu de réaliser les analyses suivantes : escherichia coli - entérocoques - bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si filtration) - coliformes totaux et numérotation de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C.</p> <p>L'utilisation de ce forage n'est pas autorisée pour une alimentation en eau potable du personnel.</p> <p>Les suivis quantitatifs de l'aquifère sous-jacent à l'emprise de l'exploitation sont assurés par 4 piézomètres et le forage d'alimentation en eau, respectivement baptisés Pz1, Pz2, Pz3, Pz4 et Fpe. Leur complétion est représentative d'une centrale d'acquisition, d'une sonde piézométrique, d'un dispositif assurant l'envoi quotidien des mesures et d'un dispositif de fermeture assurant la protection des têtes de forage. Les données acquises font l'objet d'un rapport hydrogéologique semestriel.</p> <p>Leurs emplacements sont précisés en annexe IV du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines est mis en place sur le site.</p> <p>Le suivi qualitatif est réalisé par le prestataire BERGA SUD. Il est réalisé sur les 2 piézomètres Pz1 et Pz2 situés respectivement à l'amont et à l'aval des activités d'extraction de la carrière.</p> <p>Les différents paramètres pH, température, conductivité, turbidité, hydrocarbures totaux, nitrates, nitrites et ammonium, sont analysés. L'inspection a pris connaissance des résultats des analyses sous-traitées à EUROFINs présentes dans le dernier rapport BERGA SUD pour la campagne réalisée le 12/05/2025 ; à l'exception de la turbidité du Pz1, tous les paramètres analysés sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Quant à la turbidité du Pz1, la valeur élevée (110 NFU) s'explique par l'absence de renouvellement de l'eau dans ce piézomètre. A noter, en aval hydraulique, la turbidité du Pz2 est de 13 NFU, donc résultats satisfaisants.</p> <p>Les eaux issues de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, alimentant le bungalow réfectoire / local social, ont été prélevées le 18/03/2025 par BERGA SUD. L'inspection a pris connaissance des résultats du dernier rapport BERGA SUD : résultats inférieurs aux limites de quantification pour les paramètres analysés (escherichia coli - entérocoques - bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si filtration) - coliformes totaux et numérotation de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C).</p> <p>Les suivis quantitatifs de l'aquifère sous-jacent sont réalisés au niveau de 5 piézomètres et font l'objet d'un rapport hydrogéologique semestriel.</p>

L'inspection a également constaté :

- la fourniture de bouteilles d'eau potable pour le personnel ;
- les usages sanitaires ne concernent que le seul robinet du bungalow du bungalow réfectoire / local social, celui-ci étant équipé d'un système UV. Il n'y a pas de douches in situ.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux de pluie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 28/11/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité. Les eaux de pluie drainées par la voie d'accès au bassin carrière et par les installations sur l'emprise de la zone vie sont collectées dans un bassin de rétention d'une capacité de 280 m3, associé à un bassin de décantation.</p> <p>L'exploitant est tenu de faire réaliser une analyse semestrielle des eaux rejetées en application des dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994.</p> <p>Pour être conformes à l'arrêté sus-visé, les seuils de quantifications suivants sont respectés :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH entre 5,5 et 8,5- T° inférieure à 30°C- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125mg/l- hydrocarbures < à 10 mg/l.
Constats : <p>L'inspection a constaté que : l'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité :</p> <ul style="list-style-type: none">- un bassin de décantation récupère notamment les eaux de pluie drainées par la voie d'accès et par les installations à l'entrée du site (zone bungalow réfectoire / local social) ;- 2 bassins d'orage sont présents à l'entrée du site côté RN 106 ;- des analyses semestrielles sont confiées au prestataire EUROFINS et sont réalisées sur les eaux pluviales, sur les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO et hydrocarbures ;- le dernier prélèvement date du 10/02/2025, le rapport EUROFINS associé date du 20/02/2025 ; tous les paramètres analysés sont conformes aux normes en vigueur.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative - Plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection un plan topographique daté du 18/12/2024 incluant une orthophotographie ; y sont reportées les limites du périmètre ICPE et de la zone d'extraction, les côtes d'altitude des points significatifs (point en fond de fosse à 105,43 m NGF), les pentes des pistes, les zones remises en état ainsi que la position des différents piézomètres.</p> <p>Compte tenu du Porter A Connaissance (PAC) récemment déposé, l'exploitant veillera à renommer le forage Fpe en piézomètre.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques - Limitation de la production de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• en priorité prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;• assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <p>a) la préparation en vue de la réutilisation,</p> <p>b) le recyclage,</p> <p>c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,</p> <p>d) l'élimination.</p> <p>Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site que l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en matière de gestion des déchets générés par ses activités. Il trie et les transfère - au vu des faibles volumes de déchets générés (ferrailles, bois, emballages souillés, etc) - vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées.</p> <p>Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites.</p> <p>Cette demande est reprise dans la fiche de constats n°11 du présent rapport.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques - Séparation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R543-66 à R543-72 du code de l'environnement.</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement.</p> <p>Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-137 à R543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R543-195 à R543-201 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site que l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en matière de gestion des déchets générés par ses activités. Il effectue in situ la séparation des déchets tels que ferrailles, bois, emballages souillés. Au vu des faibles volumes de déchets générés, ceux-ci sont transférés - vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées.</p> <p>Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites.</p> <p>Cette demande est reprise dans la fiche de constats n°11 du présent rapport.</p> <p>Il convient de préciser que les pneumatiques usagés sont repris par le sous-traitant en charge de la maintenance des engins.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'inspection a constaté que les déchets produits, entreposés temporairement (de l'ordre de quelques jours) dans l'établissement, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. Ces déchets sont transférés vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées. Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites. Cette demande est reprise dans la fiche de constats n°11 du présent rapport.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 et L541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
Constats : L'exploitant oriente les déchets générés par ses activités (ferrailles, bois, emballages souillés, etc), au vu des faibles volumes vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des faibles volumes de déchets (ferrailles, bois, emballages souillés, etc), il est admis leur évacuation vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées. Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites (nature, code déchets, volume, date, etc) jusqu'à leur parfaite valorisation / élimination dans des installations finales destinataires desdits déchets, régulièrement autorisées à cet effet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.
Constats : L'inspection a pu vérifier : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement ;- le transfert des déchets - par type (ferrailles, bois, emballages souillés, etc), vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques - Transport
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R541-45 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des faibles volumes de déchets (ferrailles, bois, emballages souillés, etc), il est admis leur évacuation vers les bennes dédiées de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de leur regroupement puis évacuation dans les filières dûment autorisées. Il appartient néanmoins à l'exploitant de traçabiliser ces transferts de déchets inter sites et de veiller à y faire figurer l'ensemble des informations réglementaires actualisées requises.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois

N° 14 : Déchets


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques - Modalité d'admission des déchets inertes extérieurs au site
Prescription contrôlée : Le stockage de déchets inertes extérieurs au site est interdit.
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence de stockage de déchets inertes extérieurs au site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 15 : Surveillance des émissions de poussières


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques - Plan de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;• le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;• une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pris connaissance du plan de surveillance des émissions de poussières de la carrière exploitée par le G.M.E.S LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP, daté de novembre 2017.</p> <p>Il y est notamment fait référence :</p> <ul style="list-style-type: none">- au chapitre 3 Données climatiques : à la station météorologique localisée au niveau de l'aérodrome de Nîmes - Courbessac puis à une station météorologique qui sera donc implantée sur le site ;- au chapitre 4 Plan des stations de mesure du plan de surveillance, aux 6 stations de mesure suivantes : J4 et J5 classées (a), J1, J2 et J3 classées (b) et J6 classée (c). En définitive, la description de ces stations de mesure est erronée ; en effet, dans le rapport annuel 2024 Atmo Occitanie, référencé ETU-2025-016 - Edition février 2025 de suivi des retombées de poussières autour du bassin-carrière des Antiquailles, les "vraies" stations de mesure sont : <ul style="list-style-type: none">• J4 témoin classée (a),• 2 stations de mesure J2 et J3 classées (b),• J1 et J5 (2 stations de mesure sous le vent Marin), J6 (sous le Mistral) classées (c).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de réviser son plan de surveillance des émissions de poussières de la carrière exploitée par le G.M.E.S LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP, daté de novembre 2017, notamment en intégrant la station météorologique présente in situ et en actualisant les stations de mesure.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 16 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques - Station météorologique de mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une station météorologique in situ.</p> <p>Toutefois, dans le rapport annuel 2024 Atmo Occitanie, référencé ETU-2025-016 - Edition février 2025 de suivi des retombées de poussières autour du bassin-carrière des Antiquailles, il est mentionné que <i>l'exploitant a installé une station météorologique dans le site du bassin-carrière. Toutefois, en raison de problèmes techniques, les données ne sont pas disponibles pour le second semestre de l'année. Par conséquent, pour les 3e et 4e période de mesures, les données météorologiques permettant l'interprétation des mesures de retombées de poussières sont issues de la station Météo France la plus proche (Nîmes-Courbessac).</i></p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'il s'agissait d'un problème de carte SIM, résolu seulement en fin du 1er trimestre 2025 du fait d'une réparation interne au groupe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a expliqué que ce délai de réparation de 9 mois est inacceptable.</p> <p>L'inspection réclame à l'exploitant une meilleure réactivité à l'avenir et - le cas échéant - de faire appel à un prestataire extérieur.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 17 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques - Bilan annuel des mesures
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport annuel 2024 Atmo Occitanie, référencé ETU-2025-016 - Edition février 2025 de suivi des retombées de poussières autour du bassin-carrière des Antiquailles ; les résultats des mesures réalisées en 2024 montrent que : <ul style="list-style-type: none">- l'activité du bassin-carrière des Antiquailles peut avoir une faible influence sur l'empoussièrement de son environnement immédiat sous le Mistral. Cette influence est moins marquée que les années précédentes ;- à proximité des 1ères habitations, les niveaux d'empoussètements sont faibles et inférieurs à la valeur limite réglementaire de 500 mg/m²/jour ;- des sources de poussières autres que la carrière semblent influencer l'empoussièrement de la zone, notamment au niveau des 1ères habitations.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :